



# Action pour la Paix et la Concorde

## APC asbl

Tél: +243997622339, +243853719760 et  
+2439998674099

E-mail: [apcasbl@gmail.com](mailto:apcasbl@gmail.com)

Adresse: Av. du Gouverneur N°12



## RAPPORT DE LA TABLE RONDE SUR LA PAIX ET LA SECURITE EN TERRITOIRE DE KALEHE

Bunyakiri du 15 au 17 juillet 2009

## **PLAN DU RAPPORT**

### **0. INTRODUCTION**

- 0.1. LE CADRE
- 0.2. LES PARTICIPANTS
- 0.3. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS
- 0.4. LES THEMES DEVELOPPES
- 0.5. PROGRAMME DE L'ATELIER
- 0.6. PRESENTATION DES PARTICIPANTS ET DE L'EQUIPE PEDAGOGIQUE
- 0.7. METHODOLOGIE
- 0.8. ATTENTES DES PARTICIPANTS
- 0.9. CODE DE BONNE CONDUITE
- 0.10. PROGRAMME

### **1. DEROULEMENT DE LA TABLE RONDE**

#### **1.1. PREMIER JOUR : Mercredi 15 juillet 2009**

1.1.1. *RESTITUTION DU RAPPORT DE L'ANALYSE DE CONTEXTE DU TERRITOIRE DE KALEHE  
MENÉE PAR L'APC D'OCTOBRE 2008 À AVRIL 2009*

1.1.2. *Débat*

#### **1.2. Deuxième journée : Jeudi 16 juillet 2009**

1.2.1. *Synthèse de la journée du 15 juillet*

1.2.2. *Expérience de l'ACOPEK sur la gestion des conflits dans les hauts plateaux de Kalehe*

1.2.3. *Intervention du programme Amani : L'implication du Programme Amani dans le rétablissement de la paix en RDC*

1.2.4. *Mot de l'autorité provinciale pour l'ouverture officielle des assises de la table ronde*

1.2.5. *EXPOSÉ DE LA DELEGATION DE L'OPERATION KIMYA II : L'évolution de l'opération Kimia II :  
origine, succès, défis et recommandations*

1.2.6. *EXPOSE DE LA MONUC : L'implication de la MONUC dans l'opération Kimia II, la protection  
des populations civiles et le DDRRR*

1.2.7. *DEBATS*

a. *Questions au secrétaire exécutif de l'ex-Programme Amani*

b. *Questions au délégué de la MONUC*

c. *Questions aux délégués de l'opération Kimia II*

## 1.2.8. FORMULATION DES RECOMMANDATIONS

**Troisième journée : Vendredi 17 juillet 2009**

### 1.3.1. SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS DE L'ATELIER

## 1.3. MISE EN PLACE DE LA COMMISSION MIXTE DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS

### 1.3.1. CRITERES DE DESIGNATION ET MISSION DES MEMBRES DE LA COMMISSION

### 1.3.2. SIGNATURE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

## 2. ANNEXES :

- Programme de l'atelier
- Listes des participants
- Acte d'engagement des parties prenantes
- Mot d'ouverture de l'atelier par le délégué du gouverneur de province
- Mot de clôture du délégué du gouverneur de province

## **0. INTRODUCTION**

### **0.1. LE CADRE**

Depuis mars dernier, l'option de la poursuite de la traque des Fdlr a été décidée par les autorités Congolaises au Nord et au Sud-Kivu.

En prélude à ces attaques, des milliers de militaires sont déployés en province du Sud-Kivu dont une bonne partie est cantonnée à Bunyakiri.

Beaucoup d'exactions à l'endroit des populations civiles ont suivi le déploiement des troupes. Elles sont commises aussi bien par les FDLR en fuite vers des endroits forestiers jugés peut-être par eux moins dangereux que par les FARDC en difficulté logistique lors du déploiement cherchant à survivre au dos de pauvres civils. Dès lors, les relations entre civils et militaires vont se brouiller. On va assister simultanément à un déplacement intempestif des populations civiles fuyant les exactions pour aller se réfugier vers les centres commerciaux au bord de la route principale.

Le débarquement massif des militaires à Bunyakiri suscite beaucoup de questionnement au sein de la population. L'opération Kimia pour laquelle ces derniers sont déployés n'est pas comprise par la population. La présence des éléments FARDC d'expression rwandophone crée un malentendu. Il se pose en outre une confusion entre les rôles du groupement de combat basé à Bunyakiri et les nouveaux déployés à telle enseigne que la population se demande à qui se référer pour des questions de sécurité.

Cette période coïncide avec la fin de l'analyse de contexte socio-sécuritaire du territoire de Kalehe réalisée par APC avec l'appui technique et financier de LPI.

C'est dans ce cadre que l'APC a jugé utile et urgent d'organiser une table ronde pour d'une part pour éclairer la population du territoire de Kalehe sur l'évolution de l'opération Kimia II et l'implication des différents acteurs pour la protection des populations civiles et le rétablissement de la paix, d'autre part contribuer au rétablissement des relations entre civils et militaires pendant et après l'opération Kimia II.

### **0.2. LES PARTICIPANTS**

Il s'agit d'une table ronde au cours de laquelle ont pris part les autorités politico-administratives et militaires, la MONUC, les acteurs issus des différentes couches de la population notamment les chefs coutumiers, les notables, les représentants des confessions religieuses, de la FEC, des organisations de développement, des étudiants, des enseignants, des infirmiers, bref de divers acteurs de la société civile. Le principal mobile consiste à réfléchir d'une part sur la situation socio-sécuritaire actuelle du territoire de Kalehe et d'autre part, développer des mécanismes susceptibles de concourir au maintien d'un climat de confiance capable de renforcer les chances de réussite des

opérations pour une paix durable dans le strict respect des droits humanitaires internationaux relatifs à la protection des civils et temps de guerre.

### 0.3. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

La table ronde poursuivait les objectifs suivants :

- Informer la population sur l'évolution de l'opération Kimia II ainsi que l'implication du Programme Amani dans le rétablissement de la paix en RDC
- harmoniser les relations entre militaires et civils en vue de renforcer la protection des populations civiles avant, pendant et après l'opération Kimia II.
- vulgariser les principes humanitaires internationaux de protection des civils en temps de guerre pour la réduction des exactions.
- définir les mécanismes susceptibles de faciliter l'assistance humanitaire aux ménages victimes des effets collatéraux de l'opération Kimya II.

Il était attendu que les résultats suivants soient atteints à l'issue de la table ronde :

- La population est informée sur l'évolution de l'opération Kimya II et sur le rôle du programme Amani dans le rétablissement de la paix en RDC ;
- Les engagements des différentes parties prenantes sur des actions à mener pour renforcer la collaboration entre civils et militaires sont pris ;
- Les militaires sont informés de leurs droits et devoirs pour la protection des civils en tant de guerre ;
- Des stratégies permettant la continuité des actions d'assistance humanitaires et de développement sont mises en place.
- Un cadre de suivi permanent des recommandations issues des assises de la table ronde est mis en place et son mécanisme de fonctionnement clairement défini.

### 0.4. LES THEMES DEVELOPPES

Au cours de ces assises les thèmes suivants ont été développés suivis des débats et des recommandations :

N°	Thème	Facilitateur(s)	Organisation	Fonction	Modérateur
01	Synthèse du rapport de l'analyse de contexte du territoire de Kalehe menée de novembre 2008 à avril 2009 par APC	Déo BUUMA Sosthène Mal	APC	Secrétaire Exéc. Chargé de Prog.	Georges Bakongo
02	L'implication du programme Amani dans le rétablissement de la paix à l'Est de la RDC: succès et défis	Célestin Bamwisho	Programme Amani	Secrétaire Permanent	Déo BUUMA et Georges Bakongo

03	L'évolution de l'opération Kimia II : origine, succès, défis et recommandations	Col. SANCHO Maj. Déo	OPS Kimia II	T5 Porte parole OPS	Déo BUUMA et Georges Bakongo
04	L'implication de la MONUC dans l'opération Kimia II, la protection des populations civiles et le DD3R	Aboubakar SAKUL	MONUC	DDRRR/Bukavu  Responsable DDRRR/Bunyakiri	Déo BUUMA et Georges Bakongo

## 0.5. PRESENTATION DES PARTICIPANTS ET DE L'EQUIPE PEDAGOGIQUE

↳ **Participants** : cfr. liste des présences en annexes

↳ **L'équipe pédagogique** de l'atelier était constituée des membres de l'APC et des personnes extérieures appelées pour des tâches spécifiques :

- Modérateur : M. Georges Bakongo : Président du Conseil d'Administration de l'APC ;
- Présentateurs APC:
  - Déogratias BUUMA, Secrétaire Exécutif de l'APC
  - Sosthène Maliyaseme, Chargé de Programme
- Secrétariat :
  - Diego KATOBOLOLO, Consultant (externe)
  - Emery MUDINGA : Assistant au Programme APC
- Équipe logistique :
  - Gentil MUCHIKA : Vice - Président du Conseil d'Administration de l'APC, Chef logistique
  - Julienne Sibazuri, Secrétaire-caissière de l'APC
  - Charles Muchika, chauffeur (externe)
  - Badé : Chauffeur APC
- Equipe technique :
  - Vicky Makambo : journaliste RTNC
  - Bahala: Photographe-cameraman
- Accompagnateurs
  - Alexis Bouvy, Conseiller chargé d'analyses/LPI
  - Symphorien PIANA, stagiaire LPI

- Kagizi : Chauffeur LPI
- Des présentateurs externes :
  - Colonel SANCHO Mufungizi : Commandement Opération Kimia II,
  - Major Déo Baleke : Commandement Opération Kimia II
  - Aboubakar : MONUC,
  - SAKUL : DDRRR MONUC
  - Célestin BAMWISHO, Secrétaire permanent du Programme Amani.

## **0.6. METHODOLOGIE**

Pendant le déroulement des assises la méthodologie consistait en une approche à 3 temps : Exposé – Débat - Recommandations. Le secrétariat était chargé chaque jour de rapporter les séances pour en faire un résumé à présenter chaque matin afin de refixer les participants sur la matière traitée le jour précédent.

À la fin de l'atelier au dernier jour, le secrétariat a rappelé toutes les recommandations formulées par les participants afin de ressortir les engagements et en déterminer les acteurs susceptibles de les mettre en œuvre. Après cette étape, les participants ont constitué la commission mixte pour le suivi de la mise en œuvre des engagements pris.

## **0.7. ATTENTES DES PARTICIPANTS**

Les participants ont formulé les attentes (makusudio, matarajio, mangojeo) ci-après :

- implication des participants en parole et en action dans le rétablissement de la paix et le retour des déplacés de Kalehe ;
- les résultats de cette table ronde amènent les acteurs (la population civile et les militaires) à adopter des comportements favorables à la réussite de l'opération KIMIA II ;
- les participants seront en mesure de s'informer sur les opérations KIMIA II/programme AMANI et de restituer cette information à la base ;
- définir les mécanismes d'implication des populations civiles dans la sensibilisation des FDLR à leur retour dans leur pays d'origine ;
- comprendre le contexte socio sécuritaire du territoire de Kalehe ;
- comprendre et vulgariser les principes humanitaires de protection ;
- réfléchir sur la responsabilité des différents acteurs dans la promotion de la paix ;
- les participants adoptent à la fin un langage harmonisé sur la situation socio sécuritaire et le développement du territoire de Kalehe
- APC charnière entre les humanitaires dans le sens de l'assistance des déplacés

- Dégager les grandes lignes d'assistance et de réhabilitation des victimes des opérations Kimia II et faciliter un lobby pour l'assistance humanitaire des déplacés.
- Disponibiliser les supports pour chaque présentation, le rapport de l'atelier et accompagner sa restitution à la base.

## **0.8. CODE DE CONDUITE**

- Tolérance
- Éviter les sorties intempestives
- Demander la parole
- Eviter les dérangements
- Eviter les redites
- Etre clair, bref et concis dans les interventions

## **1. DEROULEMENT DE LA TABLE RONDE**

### **1.1. PREMIER JOUR : Mercredi 15 juillet 2009**

La journée de ce mercredi a débuté par une courte prière faite par le pasteur Lubango sur demande du modérateur du jour Monsieur Georges Bakongo, président du CA de l'APC.

Après cette prière, le modérateur a repris la parole pour présenter le cadre général de la table ronde, les objectifs poursuivis et les résultats attendus. Ceci dit, les participants ont été appelés à se présenter chacun en disant aussi quelle était la couche qu'il représentait dans la table ronde. Globalement toutes les couches sociales étaient représentées dans la table ronde sauf les rwandophones. On a aussi noté une présence massive des chefs coutumiers. A l'intention de tous, le mot d'accueil des participants a été présenté par Monsieur Déogratias BUUMA, Secrétaire Exécutif de l'APC. Il a présenté l'APC comme organisateur de la table ronde et a remercié la Commission Européenne qui a appuyé financièrement la table ronde avec la facilitation de International Alert et LPI. Dans la présentation de l'APC, Monsieur Déogratias BUUMA a décrit succinctement l'histoire de l'APC en insistant sur son expérience en matière de paix, de transformation des conflits et de la bonne gouvernance. Il a précisé que l'APC est le fruit d'une réflexion stratégique de l'ONG PADEBU qui en 2007 décida de transformer ses deux départements (développement et transformation des conflits) en deux organisations autonomes et professionnelles spécialisées chacune dans son domaine. C'est ainsi que l'APC a poursuivi la lutte pour la paix, la gouvernance et la transformation des conflits.

Après cette allocution de Déogratias BUUMA, le modérateur a ouvert la brèche pour en même temps présenter le programme de la journée en le soumettant à l'approbation des participants qui l'ont validé comme suit :



Heure	Activité
8h30-9h	Arrivée et installation des participants
9h-9h30	Présentation des participants
9h30-10h	Mot d'accueil, présentation du programme et des objectifs de la table ronde
10h-10h15	Mot d'ouverture de l'autorité provinciale ou son délégué
10h15-10h30	Récolte des attentes des participants et fixation du code de bonne conduite
10h30-11h	Pause – café
11h- 13h	Restitution de la synthèse du rapport de l'analyse de contexte du Territoire de Kalehe menée par l'APC d'Octobre 2008 à Avril 2009
13h-14h	Repas et repos
14h- 15h45	Débats, observations et recommandations
15h45-16h <sup>00</sup>	Évaluation de la journée

Le représentant du gouverneur de province ne s'étant pas présenté en ce premier jour, l'ouverture solennelle n'a pas été faite et ne sera faite que la journée suivante. Ainsi, le modérateur a introduit l'étape de la récolte des attentes des participants en rapport avec la table ronde et en tenant compte des thèmes tels qu'ils devaient être débattus pendant les trois jours.

Un code de bonne conduite a été fixé par les participants et suivra une pause café.

La pause café terminée et les participants étant déjà tous fixés sur la philosophie de la table ronde, le modérateur a invité les facilitateurs du jour, Monsieur Déogratias BUUMA et Sosthène MALIYASEME respectivement secrétaire exécutif et chargé de programme de l'APC, à présenter la synthèse du rapport de l'analyse de contexte socio-sécuritaire su territoire de Kalehe telle que réalisée par l'APC.

#### **1.1.1. RESTITUTION DU RAPPORT DE L'ANALYSE DE CONTEXTE DU TERRITOIRE DE KALEHE MENÉE PAR L'APC D'OCTOBRE 2008 À AVRIL 2009 par DEOGRATIAS BUUMA et Sosthène MALYASEME**

La première partie est présentée par Mr Déogratias Buuma. Elle concerne la présentation globale du rapport qui, sur 54 pages est structuré comme suit :

- Introduction :
  - Présentation générale de Kalehe
  - objectifs,
  - contenu de l'analyse,
  - méthodologie
  - et difficultés.

- 1ère partie : Des communautés en concurrence pour le pouvoir et la terre
- 2ème partie : Groupes armés, autorités locales et populations
  - Programme Amani
  - Umoja Wetu
  - Kimia 2
- Conclusion
- Perspectives de l'APC

Le territoire de Kalehe est l'un des 8 territoires du Sud Kivu à l'Est de la RDC et comprend deux axes :

- l'axe littoral entre Kabamba – Minova et les hauts plateaux
- l'axe entre Tchivanga – Hombo et Kalonge.

La superficie est de 4082.25Km<sup>2</sup> alors que la population est estimée à 485320 âmes réparties en cinq principales communautés : les bahavu, les batembo, les barongeronge, les deux communautés rwandophones tutsi et hutu et les batwa(pygmées).

Deux axes géographiques ont été couverts par l'analyse :

- Axe Kalehe-Nyabibwe-Ziralo: Kalehe centre, Bushushu, Nyamukubi ,Nyabibwe, Numbi, Lumbishi et Ziralo
- Axe Bunyakiri: Bulambika, Kambali, Kambegete, Hombo Sud, Hombo Nord, Chambucha, Karasi et Cigoma

Cette étude visait comme objectifs

- Fournir une présentation générale claire et compréhensive des principaux conflits et problèmes sécuritaires que l'on retrouve en Territoire de Kalehe
- Dessiner les dynamiques actuelles de ces conflits
- Rassembler une connaissance de base nécessaire au lancement des actions de transformation des conflits en Territoire de Kalehe
- Ouvrir la porte à des actions d'amélioration des conditions d'existence des populations en matière de paix, de protection et cohabitation pacifique
- Partager les informations précises, claires et rigoureuses avec d'autres intervenants (politiques, humanitaires et autres) en vue des actions concrètes de paix et de développement des communautés

Par ailleurs, le contenu de cette analyse se résume en sept principaux points :

- Recherche menée dans un contexte de conflits communautaires exacerbés par la persistante des groupes armés et la militarisation des communautés locales
- L'analyse se penche sur les conflits majeurs identifiés dans le Territoire de Kalehe et qui se rapportent avant tout à des problèmes de cohabitation entre les différentes communautés

- La recherche est conçue comme une démarche de transformation des conflits. L'analyse s'intéresse au problème d'accès au pouvoir coutumier et administratif, et à la terre par les différentes communautés et à toutes les autres causes des conflits entre ces dernières.
- Elle aborde les dynamiques des groupes armés présents en Territoire de Kalehe et le processus de cohabitation que ces derniers ont pu créer entre eux et la population locale.
- Elle analyse les stratégies mises en place par les populations et les autorités pour assurer la sécurité et la stabilité du territoire au regard des enjeux toujours changeants.
- Elle aborde les aspects sécuritaires actuels du territoire en essayant de comprendre comment les opérations militaires conjointes FARDC /RDF lancées contre les FDLR du Nord Kivu en Janvier 2009 ont pu avoir un impact sur les dynamiques sécuritaires de Kalehe.
- Elle fait le point sur l'opération Kimya II consistant à la traque des FDLR par les FARDC appuyé par la MONUC.

En rapport avec la méthodologie, l'analyse est partie des contacts avec les acteurs clés (délocalisés ou pas), la documentation sur les conflits de Kalehe, la collecte des données en focus group et l'observation participante. La transcription des données se faisait en deux temps : pendant la récolte et lors de la compilation pour la production du rapport. Il faut signaler que le rapport avait été soumis à la lecture de deux personnes indépendantes pour souci d'objectivité.

Avant d'atterrir, le facilitateur a pu montrer que cette analyse ne s'est pas faite sans difficultés. Pour cela, les difficultés soulignées étaient entre autre l'insuffisance des moyens financiers et matériels, l'insécurité dans la zone de recherche, la difficulté de rencontrer certains leaders des groupes armés, la crainte et/ou le refus pour certains enquêtés de livrer les informations jugées par eux sensibles, le changement régulier du contexte induisant incessamment des enjeux nouveaux,...

Cependant, malgré toutes ces difficultés, l'APC a su les surmonter et l'analyse a produit des résultats qui sont entrain d'être partagés par beaucoup d'acteurs actuellement.

Pour finir, Monsieur Déogratias a invité les participants à suivre attentivement les résultats de l'analyse dont Sosthène avait pour tâche de présenter.

Les participants ont applaudi cette première partie de la présentation dont les grandes lignes ont été reprises par le modérateur avant de passer la parole au deuxième intervenant pour les résultats.

La présentation des résultats de l'étude est rendue par Mr. Sosthène Maliyaseme, Chargé de programme APC. Sa présentation porte sur les deux principales parties de l'analyse : des communautés en concurrence pour le pouvoir et la terre ; groupes armés, autorités locales et populations. Cette dernière partie a fait ressortir aussi une l'évolution de la situation socio-sécuritaire du territoire de Kalehe surtout pendant l'opération de la traque des FDLR.

## 1<sup>ère</sup> partie : **Des communautés en concurrence pour le pouvoir et la terre**

Les conflits liés à la gestion de la terre et le pouvoir datent de 1945 mais se sont manifestés avec véhémence vers les années 1990 à cause de la militarisation des communautés qui a été accentuée par les guerres régionales de 1996-1998. Les milices communautaires sont ensuite créées pour "l'autodéfense". C'est le cas des Batiri, Bakobwa, les katuku.

Les guerres régionales de 1996 et 1998 ont particulièrement exacerbé les conflits communautaires et le réarmement si non le surarmement des milices communautaires.

Les principaux points suivants sont à retenir en rapport avec cette problématique :

- La problématique du territoire de Bunyakiri tant réclamé par les batembo et barongeronge depuis 1945 et dont les tenants du pouvoir ont gardé comme une promesse non réalisée.
- La revendication de Chefferie de Myanzi et la chefferie de Buzi que le RCD venait de reconnaître l'autonomie de gestion administrative au même moment que le territoire de Kalehe pour s'attirer plus de sympathie au sein de la population de ces contrées
- Le conflit sur les 5 collines conflictuelles entre Buzi et Ziralo( Luzirandaka , ...)
- L'érection de Buzi en chefferie a soulevé également le conflit entre le chef de la nouvelle Chefferie de Buzi et du Buhavu
- La dualité dans la gestion du pouvoir coutumier dans certains groupements entre les autorités coutumières désignées par le RCD (résistant au pouvoir sans l'intention de lâcher) et celles traditionnelles qui auraient fui avec les Mai-Mai en forêt et qui sont rentrées après l'unification du pays et qui, par ailleurs, sont venus récupérer leurs fauteuils. C'est au sein des familles en conflits avec les chefs coutumiers que le RCD a désigné les nouvelles autorités acquises à sa cause
- Le problème d'intégration des populations congolaises d'expression de Kinyarwanda notamment les bahutu et les batutsi.

Somme toute, cette partie démontre que les bahavu et les batembo se considèrent comme le gestionnaire authentiques du pouvoir coutumier et parlent de leur possession et gestion "inconditionnelle de la terre" alors que les banyarwanda considèrent que cela est une injustice car ils appartiennent aussi au territoire conformément à la constitution. Ce qui se résume en des conflits structurels et historiques.

## **2ème partie : Groupes armés, autorités locales et population.**

Pour aborder cette partie, Monsieur Sosthène Maliyaseme rappelle que l'analyse s'est passée pendant qu'il existait encore des groupes armés au Nord et au Sud Kivu. Bien qu'aujourd'hui les GA aient intégré dans les FARDC à partir de la signature de l'acte d'engagement et de la fin du programme Amani le 12 Juin 2009 et que les GA récidivistes sont désormais considérés comme des bandits à traquer, nous parlons des GA pendant la période de l'étude et de toutes les dynamiques qui ont été développées en cette période entre eux, les autorités locales et la population.

En effet, les GA armés identifiés à Kalehe au cours de l'étude sont :

1. Les FDLR qui occupent les forêts depuis 1996 et trouvant leurs revenus à travers le commerce, l'exploitation des minerais, des taxes et des pillages
2. Les PARECO créé en 2007 et essentiellement composé des hutu qui vivent de la perception des taxes et l'exploitation des minerais
3. Le groupe Maï-Maï de Kirikicho composé essentiellement des Batembo de Ziralo et Ufamandu vivant aussi de la perception des taxes et l'exploitation des minerais
4. Les autres groupes armés congolais présents dans le territoire sont les Maï-Maï Kifuafua, le Maï-Maï simba et Maï-Maï Sido

Leur présence massive dans le territoire de Kalehe a été à la base de plusieurs exactions et de violations des droits humains. Cependant, il faut également noter que ces GA pour la plupart prônaient aussi la protection des intérêts de leurs communautés respectives, ce qui paradoxalement ne les empêchait pas de commettre des bévues contre leurs propres communautés.

Fatiguées de cette présence et ne pouvant faire autrement, les autorités locales et la population, pour des raisons de survie, ont développé des mécanismes de cohabitation avec ces GA entre autre :

- Laisser libre accès aux endroits ouverts comme les marchés, les écoles, les centres de santé,...
- Faire des collectes en denrées alimentaires au bénéfice des GA
- Payer les taxes imposées par les GA
- Laisser les GA la libre exploitation des carrés miniers
- Abandonner le monopole de la vente de certains produits aux GA (FDLR principalement)

Ces mécanismes ont constitué une dynamique permanente et a relativement réduit l'intensité des exactions envers les populations civiles de Kalehe.

En Janvier 2008, lors de la conférence de Goma, le Programme Amani est mis en place avec pour objectifs de désarmer les groupes armés congolais (GAC) et permettre la réconciliation entre les communautés en conflits. Des pourparlers vont débiter entre le gouvernement congolais d'une part et les groupes armés d'autre part pour discuter des mécanismes susceptibles d'accélérer la cessation des hostilités, le désengagement des GAC et l'intégration au sein des FARDC. A l'issue des

négociations de Nairobi, le CNDP accepte de se désengager et l'on voit la guerre se terminer au Nord Kivu ; le CNDP est suivi par le PARECO et en fin les autres GAC vont signer l'acte d'engagement aussi bien au Nord qu'au Sud Kivu. Quelques 1800 combattants sont désarmés.

Cependant le programme Amani avait aussi incité aux chefs des groupes armés de jouir de la liberté obtenue du programme Amani afin de recruter de nouveaux éléments et de gagner pacifiquement des nouveaux espaces afin de préparer les enjeux et les opportunités leur offerts. C'est ainsi qu'on a vu certains chefs des GAC déclarer des effectifs qu'ils n'avaient pas réellement pour être plus considérés et donc avoir beaucoup d'avantages.

Les Négociations de Nairobi entre le CNDP (et les autres GA) et le gouvernement congolais suivies de pourparlers entre ministres rwandais et congolais vont plancher sur la décision de la traque des FDLR par une opération conjointe « Umoja Wetu » FARDC(CNDP,PARECO et autres GAC inclus)/RDF(Rwandan Defence Forces) le 21 Janvier 2009 à Goma au Nord Kivu.

Malheureusement, les FDLR vont se retirer dans les forêts du sud Kivu et principalement le Territoire de Kalehe. Ce qui amène au renforcement des éléments des FARDC présents au Sud Kivu et à Kalehe en particulier. Cette avancée des FDLR sur Kalehe va briser la vieille dynamique de cohabitation entre les populations civiles et les FDLR. Le déploiement des FARDC seront intenses entre mars et avril 2009 dans le cadre des opérations Kimia II. Le comportement des FARDC envers les FDLR et de ces derniers vis-à-vis de la population va aussi changer complètement déversant la population sur la route à la suite des représailles.

L'opération Kimia II qui concerne le Nord et Sud Kivu va connaître des moments difficiles. Les militaires FARDC déployés sans moyens logistiques suffisants vont se faire nourrir au dos de la population en récoltant les produits de leurs champs, en pillant des bétails,...des véhicules sont chaque fois réquisitionnés, les passagers étant obligés de les abandonner au profit du transport militaire. Les relations entre civils et militaires sont complètement mises en mal et le circuit de communication est coupé.

Entretemps, d'importants mouvements FDLR vont s'observer quittant leurs anciens états-major pour aller plus loin en forêt. De fortes exactions envers les populations civiles suivent ces mouvements.

Elles vont consister en des incendies des maisons (plus de 1000), des viols, des pillages, des tueries, des enlèvements,... Les statistiques de OCHA vont dénombrer plus de 245 860 personnes déplacées parmi les populations civiles.

Par ailleurs l'opération Kimia II paraît inconnue par la population qui voit débarquer des militaires de tous les coins parlant tantôt kinyarwanda, kiswahili, lingala et aux morphologies différentes rappelant les anciennes époques de frustration. Personne n'ose expliquer ce qui se passe, les autorités locales n'y comprennent rien du tout et c'est partout la rumeur qui l'emporte.

L'analyse présente des risques au regard de l'évolution des événements et du contexte :

- la possibilité pour les FDLR de redoubler leurs exactions compte tenu du fait qu'ils sont à bout de tout espoir
- le risque pour la population de se voir utilisée par les FDLR comme bouclier humain
- le risque de retour en forces des FDLR qui sont plutôt enfoncés dans la forêt plutôt que de se rapatrier

Avant de clore son exposé, Sosthène s'en va rappeler que le paysage conflictuel entre les communautés du Territoire de Kalehe tel qu'il se dessine présente deux dimensions : structurelle et historique. D'où il faut une approche globale (systémique) pour résoudre la question de conflits à Kalehe. Les acteurs doivent être impliqués à tous les niveaux et le processus devra s'étaler sur un long terme,...

L'étude se termine par une série de perspectives qui constituent en même temps des actions préliminaires de l'APC en vue de lancer des bases pour une paix durable à Kalehe. C'est notamment l'organisation de la table ronde sur la situation socio-sécuritaire à Kalehe et sa restitution dans les autres territoires du Sud Kivu, la recherche action participative sur les conflits de Kalehe pouvant déboucher sur des actions concrètes de paix.

Sosthène a ainsi terminé son exposé et ainsi s'est ouvert le premier débat qui a consisté à des questions de compréhension et d'éclaircissement mais aussi des avis des participants par rapport à l'analyse de contexte.

### **1.1.2. Débat**

Quelques questions de compréhension par rapport à l'exposé ont été collectées, certaines d'entre elles ont été renvoyées au débat qui suivra la présentation du Programme Amani et de l'Opération Kimia II :

1/ A travers le Programme Amani, les groupes armés ont été intégrés au sein des FARDC quelle est l'opportunité qui reste aux autres GA non encore intégrés à le faire comme c'est le cas pour le GA Kirikicho ?

*R/D'entrée de jeu, le présentateur montre que pour certaines questions il s'agit plutôt des acteurs politiques d'y répondre. Nous ne pouvons répondre que pour les questions qui rentrent dans le mandat de l'APC*

*Toutefois, si dans la salle quelqu'un (homme politique de surcroît) a une autre réponse à cette question, il peut la donner.*

*Concernant la question de Kirikicho, son président invité à cet atelier s'est excusé et a promis de venir demain. Il a dit que par rapport à l'intégration de ses troupes, il a sollicité et obtenu la promesse d'une dérogation (mesure spéciale). Mais s'il lui est accordé cette dérogation, ce ne sera plus le*

*programme Amani qui va suivre le dossier, ce sera plutôt le PNUD. Et si Kirikicho n'est pas intégré, l'APC ne saurait pas se prononcer sur ce qui lui arriverait après. Par ailleurs le raisonnement doit se poursuivre sur la question de savoir si la non-intégration des Maï maï kirikicho représente quel danger, menace ou opportunité pour le territoire de Kalehe. Nous pouvons nous inspirer des expériences du passé. Tout compte fait, il faut retenir que la présence d'un groupe armé est une menace pour la population qui en a déjà vu de toutes les couleurs. Le pasteur Lubango a donné l'exemple de la résolution pacifique des conflits entre les communautés du territoire de Kalehe en 1995 en mettant en place une commission où les communautés se sont exprimées et désigné des porte - paroles (Rutambuka (muhutu) et la Pasteur Lubango(Mutembo)).*

2/ Les hutu et tutsi ont cohabité avec les communautés locales et ils travaillaient pour elles. Aujourd'hui ils revendiquent la propriété des terres sur lesquelles ils étaient installés comme sujets. On a l'impression que la communauté internationale cherche à valider cette vision qui n'est pas envisageable par les batembo. Quelle est le point de vue de l'APC à ce sujet ?

*R/L'analyse a démontré l'origine des revendications et a révélé que les conflits de Kalehe sont historiques et structurels et a su montrer combien les guerres régionales ont exacerbé les revendications communautaires par la militarisation des milices communautaires. Pour l'APC, le problème des conflits doit être pris de manière globale et non sectorielle mais aussi, il faut à tout prix lutter pour réduire les influences politiques et régionales qui les entourent.*

3/ Les maï maï ont-ils réellement contribué à la reconstruction de notre pays ? Certains se sont constitués uniquement pour le pillage et la destruction. Y en a – t- il de bons et de mauvais ?

*R/ Les participants ont donné plusieurs réponses à cette question :*

*Pour les uns, ceux – là qui nous ont pillé, volé ou violé sont de mauvais. Les bons sont ceux qui ont notamment représentés la composante à la conférence et qui sont au gouvernement actuellement.*

*Pour les autres, il n'y en a pas de bons et de mauvais. Tous sont bons sauf qu'il y en a des aigris. Qui sont "mauvais". Ce sont ceux là qui sont insatisfaits, les aigris ou ceux là qui ont été frustrés par le traitement infligés à leurs compagnons qui ont essayé de regagner les rangs des troupes gouvernementales. Ils ont refusé de quitter le maquis et ils survivent encore sur le dos de la population. Il faut revoir leurs revendications.*

3/La stratégie de laisser une coopération entre les communautés et les Groupes armés ont permis à la population de respirer un peu. Aujourd'hui les populations ont fui leurs champs et ils les ont abandonnés. N'est-ce pas une politique du gouvernement de nous amener à abandonner aux FDLR nos champs afin que demain ces derniers revendiquent la citoyenneté et la possession des champs que nous avons abandonnés ?

*R/ Le gouvernement est décidé de mettre définitivement fin à la problématique des FDLR en RDC. Ils seront poursuivis jusqu'à leur dernier retranchement selon les déclarations des tenants du pouvoir et*



*les populations vont regagner leurs maisons et leurs champs sans problème. La RDC ne sera pas éternellement en guerre.*

5/Quel est l'effort du gouvernement et de la communauté internationale pour séparer les mercenaires rwandais qui ont combattu aux côtés des CNDP et pourquoi leur identification n'est même pas envisagée ?

6/ En voulant résoudre les conflits on est entrain d'en créer d'autres. Quel est le mécanisme magique de résolution des conflits attendus dans les lignes de solutions proposées notamment sur :

- La problématique d'identification des rwandais et congolais dans les rangs de CNDP ?

*R/Concernant le retour des réfugiés tutsi congolais, il faut savoir qu'il y a des décisions qui se prennent au niveau de la hiérarchie supérieure par les autorités que nous avons librement élu. L'action qu'ils mènent est à leur avis la meilleure. Cette question pourra trouver sa réponse dans l'exposé du secrétaire permanent du Programme Amani*

- *la problématique de réintégration des réfugiés tutsis congolais vivant au Rwanda et au Burundi qui ne sont pas du reste identifiés alors que leur retour est attendu pour bientôt dans le cadre du programme amani.*

7/ Les participants ne sont pas représentatifs. Aucune représentation des communautés rwandophones du territoire.

*R/ Au sujet de la représentation des communautés, il faut reconnaître que les membres de la communauté banyarwanda ne se soient pas fait représenter pour des raisons de sensibilités par rapport à la question et au contexte. Cependant dans les réunions que nous tenons à Kalehe on voit une bonne représentation. En plus, la restitution du rapport de cette analyse sera faite à Kalehe prochainement et ils seront représentés. Les moyens logistiques n'ont pas été tous réunis aussi pour qu'ils soient invités.*

8/J'estime que l'analyse du contexte de Kalehe se base sur le contrôle du foncier, du pouvoir et de l'intégration comme nerf du conflit à Kalehe. N'y a – t il pas réellement d'autres agendas ?

*R/Concernant les dimensions des conflits, il est clair qu'il y a des conflits majeurs et les conflits mineurs. Notre étude s'est limitée sur les conflits majeurs ayant des ramifications avec d'autres petits conflits. Il y en a aussi d'autres qui ont des faibles retombées sociales.*

10/Quelle est la formule que vous avez proposé au sujet de la cause structurelle du conflit étant donné que la proposition de découpage a créé de nouveaux conflits plutôt que de les résoudre ?

*R/ Pour ce qui est de la formule pour quitter les conflits structurels, il s'agit d'une question de temps. L'APC procède à la collection de l'information et l'oriente à qui de droit. Il se pourrait qu'avec cette démarche, une ou une autre question d'ordre structurel (loi, usage,pouvoir) puisse trouver une solution)*

*Ce que APC peut faire à son niveau, c'est de réfléchir sur la manière d'améliorer les perceptions réciproques des communautés en place les une vis-à-vis des autres et de creuser sur les causes et les motivations profondes des conflits afin d'y apporter des solutions.*

11/Actuellement on observe que l'opération Kimia II vise à disperser les FDLR à l'Est du Congo plutôt que de les capturer ou les évacuer vers chez-eux (l'approche va de l'Est à l'Ouest comme pour les enfoncer davantage dans les forêts du Congo). Ne s'agit-il pas d'un agenda de la communauté internationale qui consiste à vouloir pérenniser la présence des FDLR au Congo ?

*Les autres questions sont laissées pour être débattues au fur et à mesure ou avoir des réponses dans les exposés des intervenants qui viendraient demain de Bukavu et qui sont essentiellement les répondants de l'opération Kimia II et le secrétaire permanent du programme Amani.*

#### **1.1.1. RECOMMANDATIONS EN RAPPORT AVEC L'ANALYSE DE CONTEXTE DE KALEHE PAR APC**

- organisation périodique des rencontres du genre table ronde sur le territoire de Kalehe et améliorer la représentativité communautaire et chefs coutumiers.
- Multiplier et vulgariser, diffuser le rapport final de cette table ronde pour la bonne information de la population
- Aux chefs de groupements d'origine des déplacés de sensibiliser ces derniers au retour dans les milieux où la paix est restaurée
- Sensibiliser les FDLR à arrêter les exactions et de rentrer chez - eux au Rwanda
- Que l'APC puisse sensibiliser les députés du Territoire de Kalehe sur leurs obligations envers leurs communautés de base.
- Former des moniteurs juridiques sur la vulgarisation de la loi foncière, la loi portant organisation du pouvoir coutumier et la loi sur la nationalité.
- Organiser les manifestations culturelles
- Encourager les mariages intercommunautaires

Ainsi s'est achevée cette première journée mais qui a laissé les participants sur leur soif étant donné que certaines questions étaient restées en suspens attendant les exposés du programme Amani et de l'opération Kimia II. Cette journée a connu la participation de ..... personnes.

#### **1.2. Deuxième journée : Jeudi 16 juillet 2009**

Les travaux commencent à 8h15 par une prière, la modération présente le programme de la journée du 16 juillet comme suit :

<b>Heure</b>	<b>Activité</b>
8h <sup>00</sup> -8h15	Arrivée des participants des invités et de leur installation

8h15-9h30	Présentation de la synthèse des travaux de la journée du 15 juillet et Récolte de nouvelles recommandations
9h30-10h	Partage de l'expérience de l'ACOPEK sur les conflits dans les hauts plateaux de Kalehe
10h-10h15	Mot d'ouverture de la table ronde par l'autorité provinciale ou son délégué
10h15-10h30	Présentation du Programme Amani
10h30-11h	Pause – café
11h- 13h	Présentation de l'opération Kimya II
13h-14h	Repas et repos
14h- 15h45	Débats, observations et recommandations
15h45-16h°°	Évaluation de la journée

### ***1.2.1. Synthèse de la journée du 15 juillet***

La synthèse de la veille a été rendue par le rapporteur Monsieur Diego Katobololo. Les participants ont souhaité que les grandes lignes de l'analyse, les attentes ainsi que les recommandations soient reprises. Ce qui a été fait.

### ***1.2.2. Expérience de l'ACOPEK sur la gestion des conflits dans les hauts plateaux de Kalehe***

Monsieur Gilbert MURHIMBO, membre de l'Action Coopérative des Agriculteurs et Eleveurs de Kalehe (ACOPEK) a présenté brièvement l'expérience de son organisation sur les la gestion des conflits dans les hauts plateaux de Kalehe.

#### *a. Du contexte de la naissance de l'ACOPEK*

Au cours des guerres qui ont élu domicile dans l'Est de la RDC depuis les années 90, les communautés tribales ont organisé, pour la plupart de cas, des milices soit pour une auto-défense, soit pour telle ou telle autre revendication. Les bahavu eux, n'avaient pas pu initier une force armée d'auto-défense. Ils se sont vite rendu compte que le muhavu était neutralisé par les différentes milices mises en place par les tribus voisines. La population était abandonnée par les pouvoirs coutumiers et administratifs. La situation va s'empirer et on va enregistrer des scènes de violences et de méfiance mutuelle jusqu'au moment où les communautés vont organiser des blocus : Un muhavu ne pouvait plus aller exploiter ses concessions dans les hauts plateaux et un muhutu ou mututsi ne pouvait pas descendre vers la côte pour vendre ses produits dans les marchés. Il en était aussi ainsi

des batembo et des bahavu : un mutembo de katasomwa ne pouvait pas fouler son pieds au Buhavu et inversement.

A partir de 2006-2007, les bahavu, par le biais de quelques notables, vont prendre l'initiative de se concerter pour favoriser le rapprochement des communautés et le changement des comportements, la cohabitation par la promotion des intérêts communs (élevage et agriculture). Ainsi est née l'ACOPEK.

Nous avons entrepris la sensibilisation et les rencontres. Les bahavu sont montés dans les hauts plateaux pour rencontrer les banyarwanda et les batembo comme leurs frères.

*b. Des résultats encourageants :*

- i. Les batembo en déplacement à Kalehe se marient à nos filles havu ;
- ii. Nous avons ré-ouvert un marché à CIZI dans les hauts plateaux où les communautés se rencontrent pour les échanges commerciaux ;
- iii. Les bahutu comme les batutsi sont clients et détenteurs des dépôts des planches sur la côte du lac
- iv. Les bahavu peuvent aujourd'hui aller exploiter leurs champs dans les hauts plateaux aux côtés des hutu, tutsi et de batembo

*c. Des difficultés :*

- i. Manque d'accompagnement des autorités administratives et coutumières de Kalehe
- ii. Les effets des conflits jusque là non résolus notamment les conflits fonciers, les conflits structurels notamment sur la création et l'autonomisation d'un groupement de Mianzi revendiquée par les bahutu et les batutsi, les conflits de propriété sur des titres fonciers remis concurremment à plusieurs personnes.

**1.2.1. Intervention du programme Amani :**

D'entrée de jeu, Monsieur Célestin Bamwisho, Secrétaire permanent de l'ex- Programme AMANI, explique que la population de Bunyakiri n'a pas bien compris le travail du Programme Amani et bien qu'étant à la fin, il se donne encore le devoir de l'expliquer et de retracer sa démarcation d'avec le Programme Kimia II. Tel est donc le contenu de son exposé qui abordera :

- la naissance du Programme Amani
- ses réalisations
- les défis
- les perspectives

*a. De la naissance du Programme Amani*

Le programme Amani trouve ses origines dans la conférence de Goma du 6 au 20 janvier 2008. Les participants à cette conférence étaient les notables de toutes les communautés du Sud et du Nord Kivu ainsi que les représentants de différents groupes armés actifs dans les deux provinces. Ils ont déposé leurs revendications à la table de la conférence pour réfléchir ensemble sur la façon de rétablir la paix dans les deux provinces. Cette conférence s'est clôturée par la signature de l'acte d'engagement signé par 12 Groupes armés pour le Sud Kivu.

C'est pour le suivi de cet acte d'engagement que le chef de l'Etat a signé une ordonnance pour mise en place du Programme Amani. Ce dernier est représenté en province par le gouverneur de province, le vice gouverneur et géré quotidiennement par le secrétaire permanent. L'ordonnance a été signée en février mais le Programme Amani a été effectif au mois d'avril 2008.

*b. Réalisations du Programme Amani*

Avril – juillet 2008 : Phase d'installation du PA et de sensibilisation

Les participants à la conférence de Goma devaient restituer à la base mais ils ne l'ont pas fait. Le Programme Amani s'est mis sur terrain à partir d'Uvira (avril) – Baraka – Fizi – Minembwe – Kilembwe – Hauts plateaux de Kalehe. Le PA a ciblé ces endroits qu'il a jugés les plus sensibles (points chauds). Il a poursuivi ce travail aussi à Bukavu avec les différentes couches sociales a déclaré le secrétaire permanent du programme Amani.

En juillet 2008, une mission du PA est allée à Kigoma en Tanzanie car les réfugiés Congolais vivant en Tanzanie étaient intéressés à rentrer au Congo. La mission a pu rentrer au Sud Kivu en provenance de la Tanzanie avec 600 réfugiés.

Pendant ces temps, les affrontements entre les Groupes Armés et les FARDC se sont arrêtés et le PA a entrepris le regroupement des Groupes Armés.

Pour être éligible, un site de regroupement devait remplir les conditions suivantes :

- i. Etre à coté du site où il y a la MONUC
- ii. disponibilité de l'eau
- iii. distance avec la population globale
- iv. consentement Groupes Armés – Communauté internationale – Gouvernement congolais.

Le gouvernement congolais a mis la main sur la planche devant les hésitations de la communauté internationale et le Programme Amani a entrepris de construire 7 centres pour les Groupes armés. Il a commencé par construire le centre pilote à Luberizi. Après une visite de Ross Mountain, la communauté internationale a fini par accepter d'accompagner l'opération.

Le PA a poursuivi les négociations avec les Groupes Armés qui étaient encore réticents mais il a connu un autre problème en janvier 2009 : l'arrestation dans les Hauts plateaux de Minembwe par le groupe armé FRF du Secrétaire Permanent du Programme Amani Monsieur Célestin BAMWISHO et du Ministre provincial de la justice du Sud Kivu Monsieur Georges SHANYUNGU. Le 28 février, les autres Groupes armés ont signé devant le ministre de la défense un autre acte au Camp Saio à Bukavu qui a permis le démarrage du désengagement. Le Centre de Luberizi a accueilli ses premiers membres des Groupes armés le 13 avril 2009. Déjà au Nord Kivu le processus avait déjà suffisamment avancé.

Le PA a procédé à l'intégration accélérée. Le centre de Kalehe a commencé le 27 avril pour accueillir les Groupes Armés Kirikicho, Simba, Kifuafua, ... Le 13 juin on a ouvert le centre de Baraka ; Walungu et Minembwe devaient suivre.

Les groupes armés avaient déclaré 24000 combattants mais jusqu'à présent (le 12 Juin) le programme n'a atteint qu'environ 2000. Le PA a décidé de s'impliquer dans leur transport mais avec cette approche il n'a atteint que quelque 3000 éléments. Les Groupes Armés de Kindu ont été acheminé à Luberizi. Le processus a réalisé en définitive que les chiffres avancés par les Groupes Armés étaient fantaisistes. Le PA a alors entamé la phase de réduction des centres au profit de l'unique Centre de Luberizi. Le centre de regroupement de Kalehe sera fermé le 17 Juin 2009 et Baraka prochainement. Le 22 juillet, le Centre de Luberizi devra être aussi fermé et ainsi tous les réfractaires devront être aussi traqués comme des FDLR .

Toutefois, le PA continue à recevoir les retardataires. Le 15 Juin le programme Amani a reçu 20 éléments de Maï -Maï Kirikicho et selon les informations à sa possession, 90 autres éléments étaient en route pour Nyabibwe.

Le gouvernement et la communauté internationale sont décidés d'en finir avec le Groupes Armés. C'est pourquoi le gouvernement fait des efforts pour répondre à certaines revendications des groupes armés : la transformation des Groupes Armés en partis politiques, la reconnaissance des grades des éléments des groupes armés au sein des FARDC, l'amnistie et la libération des prisonniers des groupes armés, assistance aux déplacés internes,... Le gouvernement de la RDC a déjà signé des accords avec les pays voisins dans le cadre du retour des réfugiés congolais.

Il y a aussi un programme d'assistance dans les zones qui ont été sinistrées par la guerre. Certains axes sont prioritaires : Routes de Miti - Hombo, Minembwe – Mwenga, Shabunda, réhabilitation des routes de desserte agricole,...

On peut aussi citer le projet de construction des logements pour policiers et bureaux administratifs à Bitale, Hombo, Bunyakiri, ....

*c. Les défis*

- Certains Groupes Armés sont encore hors du processus : c'est le cas des FRF pour le Sud Kivu. Cependant nous avons reçu leur appel depuis hier pour marquer leur désir de saisir la dernière occasion. Il reste à savoir comment concrétiser cela.
- Retour des réfugiés congolais vivant dans les pays voisin

Le décret mettant fin au Programme Amani a été signé par le chef de l'état le 3 juillet dernier.

*d. Perspectives*

Le STAREC (programme de stabilisation et de reconstruction) est le nouveau programme qui ~~sera~~ est mis en place pour la réhabilitation des zones sinistrées. Sa priorité : routes, centres de formation socio professionnelles, hôpitaux.

Ensuite, il va s'atteler aux conflits qui minent la cohabitation. En fait, la paix ne se construit pas en un jour ni par une seule personne. La paix est l'affaire de nous tous.

*e. Du Programme Amani et de l'Opération Kimia II*

Enfin, le Secrétaire Permanent a montré la différence entre le *Programme Amani* et OPÉRATION KIMIA II. L'*Opération Kimia II* s'occupe des groupes armés étrangers tandis que le *Programme Amani* s'occupait du désengagement et de l'intégration des groupes armés congolais au sein des FARDC pour constituer une armée unique et contribuer au rétablissement de la paix en RDC.

**1.2.2. Mot de l'autorité provinciale**

Le délégué de l'autorité provinciale a procédé à l'ouverture solennelle de la rencontre à 10h10.

Le Mot du gouverneur de province a été prononcé au nom du gouvernement provincial par Monsieur Mapendano Barungu PINDO, membre du bureau d'étude au cabinet du Gouverneur.

Il retrace la situation qui a prévalu dans la région aux lendemains des élections ainsi que des efforts du gouvernement à mettre fin aux souffrances des populations liées à la présence des groupes armés. Le délégué de l'autorité provinciale a indiqué le souci du gouverneur de province d'accompagner toute initiative qui conduit à la paix et la sécurité dans sa Province. Il a ainsi remercié et encouragé l'initiative de l'APC dont il s'est approprié les objectifs qui s'inscrivent dans la vision du chef de l'Etat de la RDC. Il a demandé à l'APC de continuer sans relâche sur cette lancée et si possible faire la même activité dans les autres territoires et milieux concernés par les opérations Kimia II en vue de rétablir la relation de collaboration entre civils et militaires et de permettre la réussite de l'opération pour une paix durable au Sud Kivu en particulier et en RDC en général.

Concernant les déplacés, les contacts du gouverneur de province ont amené les humanitaires à réaliser une mission d'identification des besoins des déplacés et la distribution des vivres est en cours.

### **1.2.3. EXPOSÉ DE LA DELEGATION DE L'OPERATION KIMYA II**

L'exposé est présenté par le colonel SANCHO Mufungizi et le Major Déo Baleke. Ils sont accompagnés du colonel Eric, Commandant brigade Kimia II à Bunyakiri ainsi que d'autres officiers.

#### *a. Origine*

L'opération tire son origine de la présence à partir de 1994 des réfugiés rwandais et des exactions que ceux-ci ont causé à la population après le démantèlement de leurs camps. Aujourd'hui, il ya le problème de la confusion entre les réfugiés rwandais de 1994 et les populations congolaises ayant la même langue qu'eux qui ne sont pas tolérés par leurs voisins à cause de cette confusion. Leur présence en RDC est source d'insécurité et de misère du peuple congolais vivant plus spécifiquement à l'Est. Elle empêche le rétablissement de la paix et du développement du pays. En plus, ces hutus rwandais se sont arrogé le droit d'exploiter les ressources minières, forestières de la RDC et administrent certains endroits comme des nationaux. Etant donné que leur présence est une épine dans le dos de la RDC et des pays voisins, il a été décidé au sommet de l'Etat de mettre fin à leur petit jeu en les contraignant de retourner chez eux. C'est alors que l'opération Kimia a été mise en place.

#### *b. Des objectifs de l'opération Kimia II*

L'objectif de l'opération Kimia II se résume dans le souci du chef de l'état de mettre fin par tous les moyens à l'insécurité dans l'Est de la RDC et dans le grands lacs africains. La mission de la délégation de l'opération Kimia II consiste à expliquer à la population afin de lever cette confusion. Sa deuxième mission consiste dans la sensibilisation et la coercition des FDLR et de leurs dépendants au cas où ils résistaient au retour volontaire dans leur pays, le Rwanda.

#### *c. Organisation et déroulement:*

L'Opération Kimia II concerne tout le Sud Kivu. Il est subdivisé en commandements secteurs dont celui de Tshivanga.

Pendant 3 mois on a procédé à la préparation de la logistique, au déploiement et la mise en place. Les opérations préliminaires sont terminées et actuellement l'opération proprement dite a été lancée. A la phase actuelle on combine la sensibilisation et l'opération proprement dite. Le bilan est largement positif. Le bilan se fait chaque fin de semaine.

Nous sommes optimistes quant à l'issue des opérations car nous avons une supériorité numérique et des moyens mis en place par le gouvernement pour la cause a dit le colonel SACHO. Il faut ajouter aussi le moral des troupes qui est au zénith.

#### *d. Les résultats : Succès*

Un bilan positif des opérations sur le terrain est présenté. C'est notamment la victoire des FARDC sur l'ennemi à Mwenga : Kigogo, Condo, Kahaha. Beaucoup de morts FDLR et beaucoup se sont rendus. D'autres dépendants FDLR se rendent pour le rapatriement. Plusieurs anciens état-majors FDLR récupérés notamment Ekingi, Mangaa, Cinene , Lai Lai , Ngokwe,...



*e. Défis*

Le comportement des FDLR en fuite contre la population prenant cette dernière en otage pour compliquer le calcul des FARDC. Des militaires FARDC indisciplinés qui causent des violations de droits humains pendant les opérations ; heureusement, des mesures disciplinaires sont mises en place et tout militaire FARDC qui se sera rendu auteur des exactions de quelque nature sera aux prises de la juridiction militaire. Le manque de confiance de la population pour son armée jouant parfois la complicité avec les FDLR et la faible collaboration entre la population et les FARDC sont autant des défis qu'il faille relever pour la réussite de l'opération.

*f. Recommandations*

L'exposé s'achève par un appel à la population, aux FARDC et aux FDLR. Quatre messages sont donnés à cet effet dont voici la teneur:

« Le commandement des opérations Kimia II est déterminé à traquer les FDLR dans toutes leurs positions car les moyens sont disponibles et le moral des troupes est haut . C'est pourquoi, il lance les messages suivants :

- A la population locale : L'Opération Kimia II demande 3 choses à la population :
  - soutenir les FARDC
  - se désolidariser des FDLR et les dénoncer
  - Dénoncer les abus des FARDC
- Aux FARDC :
  - Le patriotisme
  - la bravoure et la discipline
  - le respect des droits de l'homme
  - la protection des civils
  - La collaboration avec la population civile

Le commandement des opérations Kimia II encourage l'armée et promet la victoire

- Aux FDLR :
  - un retour volontaire dans leur Rwanda natal.
- Aux groupes armés :

En référence aux engagements de Goma et la déclaration du 23 avril, l'ordonnance du 03 juillet a mis fin aux groupes armés et il ne reste qu'une et une seule armée nationale. Tout cas de récidive sera sévèrement sanctionné.

Le commandement de l'opération Kimia II sollicite une collaboration avec la population et promet de travailler pour elle.

C'est par ces vibrants messages que les orateurs de l'opération Kimia II ont mis fin à leur exposé en remerciant et encourageant l'APC pour cette initiative au cours de laquelle elle a voulu informer la population sur l'évolution de la situation socio-sécuritaire en territoire de Kalehe.

#### **1.2.4. EXPOSE DE LA MONUC :SUR LA PROTECTION DES CIVILS**

Cet exposé est rendu par Monsieur Aboubakar(titre/fonction)qui est complété par Monsieur SAKUL chargé du DDRRR à Bunyakiri .

Dans leur exposé, ils montrent que la MONUC à travers son département DDRRR avait commencé la sensibilisation pour le rapatriement volontaire des réfugiés rwandais. Plusieurs se sont rendus et ont été accompagnés pour leur retour. Plus tard, malheureusement, les FDLR (interahamwe ) ont multiplié les exactions dans certains milieux et des éléments de la FARDC y ont été déployés. La population a demandé à la MONUC de recourir à la force pour imposer la paix, mais la MONUC a trouvé plutôt mieux de collaborer avec les FARDC pour ce faire. La MONUC promet de renforcer son soutien aux FARDC pour la traque des FDLR.

Depuis janvier 2009, suite aux opérations Umoja wetu au Nord Kivu, la MONUC a pu rapatrier à partir du site de Bulambika, 1 293 dont 911 civils (deux burundais et un ougandais).

Avec l'opération Kimia II, de bons résultats peuvent être attendus. Déjà hier le 15 juin , la MONUC a reçu la demande de sécurisation de certains FDLR. Il demande aux FARDC de faciliter cette opération. Il y a donc des progrès et de l'espoir ; certes que lorsqu'il y a des affrontements, il y a des déplacements des populations. Cependant si c'est pour trouver une paix durable ça vaut la peine. D'où un vibrant appel est lancé à la population locale pour sensibiliser les FDLR en vue de leur rapatriement volontaire (Certes qu'il y en a parmi les participants ceux qui peuvent les rencontrer).

L'Appel est aussi lancé à la population pour collaborer avec les FARDC et dénoncer les cachettes des FDLR. Lorsque ces derniers souhaitent obtenir un rapatriement volontaire, la personne civile qui a pris le contact peut le rapporter à son chef de village qui à son tour fait rapport aux FARDC qui à leur tour coopèrent avec la MONUC pour le rapatriement.

La MONUC promet de soutenir l'opération Kimia II pour qu'elle réussisse. C'est sur ces mots que les orateurs de la MONUC ont terminé leur exposé en disant être prêts à répondre aux questions des participants.

Ainsi, le modérateur a pris la parole en donnant une brève synthèse des exposés des uns et des autres et en expliquant la procédure pour les questions des participants.

#### **1.2.5. DEBATS**

Le débat concerne toutes les communications de la journée du 16 juillet. Il a été demandé à la personne qui pose la question de préciser le présentateur à qui elle est destinée.

#### ***d. Questions au secrétaire exécutif de l'ex-Programme Amani***

1. Les travaux du Programme Amani ne sont pas encore parachevés à mon avis, pourquoi a-t-on précipité l'opération Kimia II alors que l'intégration des groupes armés n'est pas achevée ?

*R/ Ces deux opérations ne sont pas liées car la première concerne les groupes armés congolais tandis que la deuxième concerne les groupes armés étrangers. Et selon le calendrier du Programme Amani et tous les efforts déjà faits, le Programme a jugé d'arrêter ses activités en considérant que l'essentiel est déjà fait.*

2. En effet nous avons cru que ce sont ces groupes armés intégrés qui étaient les mieux indiqués pour traquer les FDLR au lieu d'utiliser d'autres militaires ayant la même souche ethnique qu'eux. Qu'en pense le Programme Amani ?

*R/ Les groupes armés ont prétendus qu'ils étaient 24000 mais aujourd'hui nous sommes dans les 3000. Pensez-vous que cet effectif est en mesure de traquer les FDLR ? Réellement, nous avons réalisé une intégration accélérée et progressivement ils donnent leur appui aux FARDC mais nous nous sommes rendus compte que les GAC nous ont joué un faux tour, soit qu'ils nous ont trompé, soit qu'ils nous cachent certaines vérités.*

3. Le Programme amani a – t – il réellement atteint son objectif ? On voit qu'il poursuit les négociations avec les groupes armés comme s'il n'a concerné que certains groupes armés au détriment des autres.

*R/ La réponse est affirmative : le programme Amani a atteint son objectif car depuis les engagements de Goma, on a signé le cessez-le feu et on n'a plus entendu des affrontements entre les groupes armés et les FARDC. On a signé l'amnistie aux membres des groupes armés. Les négociations sont terminées sauf que le PA a laissé une brèche pour une semaine : un ex- groupe armé qui a encore des éléments peut contacter le PA et lui donner la liste pour que sa logistique puisse les acheminer au camp de Luberizi.*

4. Pourquoi demander aux groupes armés qui se sont formés pour la protection de leurs communautés à se rendre alors que les ennemis sont encore là et les FARDC ne sont pas encore en mesure de les maîtriser ?

*R/ Le seul garant de la paix c'est l'Etat. Personne n'est au-dessus de la loi et personne n'est autorisé à avoir une milice.*

5. Le Programme Amani a-t-il été créé pour certains groupes armés spécifiquement ? Quelle est, selon le programme Amani la cause pour laquelle les groupes armés de Kalehe ont existé ?

*R/ La vision du chef de l'état est inclusive et elle concerne tous les groupes armés peu importe les motivations pour lesquelles ils ont été créés.*

6. Est-ce que le STAREC va gérer les cas non achevés, litigieux, les cas résiduels des groupes armés du Programme Amani ? Aura-t-il la même mission que le Programme Amani ?

*R/ Le STAREC est un autre programme avec un mandat différent. Cependant, il pourrait poursuivre certains des travaux que le programme Amani n'a pas pu faire. Le STAREC aura 3 commissions :*

- réconciliation et pacification : le STAREC va travailler avec les partenaires nationaux et internationaux*
- commission humanitaire et sociale (retour des déplacés internes et des réfugiés,...)*
- commission de stabilisation et relance économique : les routes hombo-miti, Bukavu-Shabunda, Minembwe – Kamituga sont des priorités.*

7. Au sujet des militaires réintégrés (réintégration rapide) : sont-ils en mesure de traquer directement les FDLR après une courte intégration ?

*R/ Non, car ils doivent passer d'abord par un autre centre avant d'être réaffectés. Normalement, le programme Amani les place à la disposition du chef d'Etat – major FARDC qui dispose d'eux selon les besoins.*

8. Est-ce que les abris pour les camps à construire aux policiers seront effectivement en bâches ?

*R/ Ces sont des casernements provisoires dans le cadre de maintien de la sécurité. Les policiers sont des gens d'armes. Il faut qu'après l'opération Kimia II la population puisse être directement pris en charge par la police. C'est pourquoi on a d'abord conçu ces casernements provisoires.*

9. Est-ce que on peut penser que le travail qu'on a fait pour la route de Miti - Hombo est achevé et que les autres travaux à réaliser dans le cadre de STAREC seront de ce calibre (terre battue et travaux très légers) ?

*R/ C'est un travail fini si l'on pense à l'état initial de cette route. C'est le gouvernement des Pays Bas qui a financé ces travaux. Cette route était déjà en très mauvais état. Il ne faut pas oublier que le pont de Hombo est grand acquis par rapport au désenclavement de notre milieu. La population doit apprendre à être reconnaissante pour le peu qu'on leur accorde.*

10. Comme le Programme Amani et le DDRRR sont terminés, quel est le sort des mineurs qui sont encore dans les FARDC et dans les centres de regroupement des groupes armés ?

*R/ Le Programme Amani a travaillé avec l'UNICEF pour l'encadrement des enfants sortis des groupes armés. Aujourd'hui, on ne peut plus rencontrer un seul mineur au sein des troupes qui sont casernée à Luberizi.*

11. Bien que les groupes armés sont déclarés finis ou intégrés, mais chez-nous à Kalehe, nous observons encore le déploiement des éléments de la police du PARECO avec ordre de mission de Rutambuka, signataire de l'acte d'engagement de Goma ; quelle assurance pouvons-nous avoir que demain cette police ne va pas devenir une milice ?

*R/ Les différents GA ont déposé les listes de leurs policiers au Programme Amani et on est en pourparler avec le commandant PNC/Sud Kivu pour leur intégration. Il y a notamment 17 policiers qui attendent à Kalehe leur intégration mais elle sera conditionnée par un minimum de niveau de formation et de civisme (casier judiciaire vierge, nationalité, moralité...)*

12. Au sujet du rapatriement des réfugiés Congolais, il était prévu dans le cadre des accords de Goma la mise sur pied d'une commission des chefs coutumiers. Où en est – on alors que le Programme Amani est terminé ?

**b) Questions au délégué de la MONUC**

13. La Monuc a toujours été accusée de complicité avec l'ennemi. Pourquoi ses éléments ne prennent – ils pas les éléments FARDC à bord de leurs véhicules pour une patrouille conjointe afin d'éviter toute suspicion de connivence avec l'ennemi ? Il ya un petit avion de la MONUC que nous voyons passer régulièrement et qui assure la liaison avec les FDLR et qui leur fournit des équipements, réfutez-vous ces allégations ?

*R/ Au sujet des appuis MONUC aux FDLR, il s'agit des rumeurs car la MONUC n'a pas d'uniformes à donner aux FDLR et puis cela n'est pas sa mission. Chaque contingent vient avec sa tenue spécifique de son origine. Concernant les vivres MONUC, normalement les agents MONUC reçoivent des nourritures qu'ils peuvent remettre aux populations congolaises en termes de rétributions pour des petits services rendus. Ces derniers peuvent aussi les revendre à des tiers et donc les FDLR peuvent s'approvisionner dans ce marché sans passer par la MONUC car les revendeurs ne maîtrisent pas les acheteurs. Ce n'est pas mal aussi de faire une patrouille mixte MONUC-FARDC mais il n'y a pas de plaintes FARDC dans ce sens là.*

*Au sujet de la voie forte empruntée par la MONUC pour le rapatriement, la MONUC appuie l'opération Kimia II car elle a commencé la sensibilisation depuis longtemps et elle a montré ses limites.*

*Concernant les contacts de la MONUC avec les FDLR, on ne peut pas les arrêter. En effet, l'avion auquel vous avez fait allusion distribue des "pamphlets" qui sont en effet des tracts de sensibilisation qui sont régulièrement envoyés vers les FDLR. Ces tracts portent des numéros de contacts pour toute éventualité où les FDLR souhaitaient un contact avec la MONUC pour leur rapatriement volontaire.*

***e. Questions aux délégués de l'opération Kimia II***

14. Avez-vous déniché qui finance les FDLR ? En effet, même en prétendant une supériorité numérique et en équipement des FARDC sur eux, on ne sait pas bloquer la source de leur équipement qui semble être le même ou se trouver au sein même des FARDC. Les FDLR portent la même tenue et les mêmes armements et l'on peut conclure qu'ils s'approvisionnent sur les mêmes stocks que vous.

*R/ Normalement les uniformes militaires sont différents selon les pays quand bien même elles se ressembleraient un peu. Mais les tenues des FDLR sont très différentes de celles des FARDC. Normalement, ils sont venus du Rwanda en 1994 avec leurs tenues armes et munitions. Il y a seulement un système de rumeurs qui préside à la propagation de la fausse information au sein de la population.*

15. Pourquoi dans la traque des FDLR les FARDC utilisent les éléments hutus qui sont pourtant de mèche avec leurs confrères de souche ethnique ? N'est-ce pas là une façon d'entretenir expressément une confusion ?

*R/L'armée n'a pas d'ethnie. Et il faut savoir que toute bouche rouge n'est pas bouche d'un sorcier. On ne peut pas demander aux bahutu de ne pas participer à l'opération Kimia II alors qu'ils sont congolais comme tous les autres. Il faut seulement bien observer et voir comment ils font leur travail et rapporter tout cas de violation des droits de l'homme. Ceux qui vont se retrouver dans les cas de violation de droits de l'homme seront exemplairement sanctionnés.*

16. A l'issue de l'opération Umoja wetu qui avait été déclarée comme un succès au Nord Kivu, des cas d'attaques et d'incendies de maisons par les FDLR au Nord Kivu sont encore rapportées par la radio. Est-ce que l'opération Kimia II va faire mieux ? Quelle est notre garantie ?

*R/ Cette question dénote d'une crise de confiance envers les FARDC. Normalement on a observé un vrai succès au Nord Kivu avec l'opération Umoja wetu. Ce qu'on observe aujourd'hui ce sont simplement des poches de résistance qui ne tarderont pas à être maîtrisées.*

17. Pourquoi les militaires FARDC n'acceptent pas de rester sur place après avoir récupérés des sites FDLR? Par ailleurs il semble s'observer une complicité avec les FDLR et donc nous ne sommes pas sécurisés. L'intervenant qui est chef de centre à Karasi rapporte un cas où l'informateur qui était venu demander secours aux FARDC contre les FDLR a été pris pour ennemi et abattu froidement. A Karenga, village où il n'y avait pas des FDLR, nous avons été surpris, poursuit-il, par l'arrivée des FARDC qui se sont mis à ravager les cultures et à incendier les maisons, et nous avons fui. A l'arrivée des FDLR, ils ont trouvé un paysan du nom d'EDO à qui ils ont demandé de creuser à un endroit par où ils ont récupéré des armes et munitions que leur avaient laissé les FARDC qui étaient passés par là.

*R/ Il faut bien observer et scruter la situation. Les FDLR peuvent se faire passer pour des éléments des FARDC et poser des actions de sabotage. Il est vrai qu'ils sont là depuis quinze ans et maîtrisent le tempérament et le comportement de la population. Il faut alors apprendre à les éviter.*

18. Pourquoi l'opération Kimia II ne pourrait-il pas intervenir de l'Ouest vers l'Est afin de pousser les FDLR vers la frontière là où il y a leur pays d'origine ? les FARDC sont-ils vraiment

convaincus d'être entraînés de traquer les interahamwe pour les faire rentrer chez eux ? Par ailleurs, pourquoi s'attaquent-ils aux civils (viols, incendies, pillages, enlèvements,...) plutôt qu'aux FDLR ?

*R/ La direction Est-Ouest ou le contraire relève d'une stratégie militaire. Normalement on ne peut pas chasser les FDLR vers les grandes villes car cela produirait plus de dégâts. Nous pensons que en leur renvoyant vers la forêt, on les isole de leurs bases et on les fragilise pour les contraindre à se rendre. Ceux des FARDC qui vont se retrouver dans les cas de violation des droits de l'homme seront exemplairement sanctionnés.*

19. Pourquoi les FARDC à qui vous nous demandez de faire confiance pillent et violent ?

*R/ Ce sont des cas isolés et il faut les rapporter à la hiérarchie. Le major Déo a rappelé le cas du militaire Mwetaminwa qui avait violé une femme enceinte à Mwenga et qui a été révoqué de l'armée et une promesse ferme de suivi des cas similaires à Kalehe a été donnée par le major.*

20. La MONUC avait annoncé la présence des militaires ou des mercenaires rwandais au sein des rangs des CNDP. Comment l'opération Kimia II s'en occupe-t-elle ?

21. Quelle est la durée de l'opération Kimia II ?

*R/ La durée sera fonction de la réussite de l'opération Kimia II. S'il reste des poches de résistances, nous allons les poursuivre jusqu'au bout.*

22. Pourquoi l'opération Kimia II n'a-t-elle pas prévu des camps de contingence pour les civils congolais qui se déplaceraient comme la MONUC avait prévu des camps de transit pour les FDLR ?

23. Quel message va-t-on amener à la population qui vit sous le terrain des OPÉRATION KIMIA II : doivent-ils rester sur place ou se déplacer vers des endroits plus calmes ?

*R/ La population doit montrer un signe de soutien aux FARDC en regagnant les endroits récupérés. Elle doit suivre attentivement l'évolution de la situation pour s'assurer de sa sécurité. Pour le moment, les FARDC sont entraînés de stabiliser petit à petit la situation.*



24. Par où commence géographiquement le terrain d'opération Kimia II et quelle stratégie de sécurisation des civils est envisagée ?

*R/ Il n'y a pas de rayon d'action précis. Les civils seront bel et bien protégés car les FARDC sont déterminés à réduire les effets collatéraux liés aux opérations.*

25. Pourquoi les militaires de l'OPÉRATION KIMIA II n'acceptent-ils pas les orientations des éclaireurs que nous mettons à leur disposition ? En effet nous en avons perdu à Ekingi comme cela par des mines à cause du manque de confiance des militaires envers nos éclaireurs.

*R/ Le colonel ERIC (commandant brigade Kimia II) répond qu'il était témoin de l'opération et qu'il ne s'agissait pas de mine mais plutôt d'une grenade qui avait été lancée par les ennemis des FARDC. Beaucoup d'accusations sont liées à la mauvaise interprétation des incidents. Dans tous les cas, il faut bien identifier la hiérarchie militaire, poser le problème ou faire rapport. Il y a deux voies par les quelles on pourra canaliser les problèmes ;*

- *Le commandant brigade*
- *le commandant secteur en place*

26. Entre Hombo nord et Hombo Sud, on considère cette partie comme frontière et les militaires font payer des taxes aux gens pour traverser. Pourquoi cette pratique est acceptée par l'opération Kimia II ? Les motards souffrent des exactions des militaires FARDC qui se font passer pour des FDLR dans le PNKB. Dans les Nganda, les militaires entrent avec tenues et armes et ouvrent le feu pour un rien. Comment pouvons-nous leur faire confiance ?

*R/ Nous avons besoin des cas précis et nous sommes prêts à réagir. Le colonel affirme avoir arrêtés les concernés et le major Déo renchérit qu'il faut poursuivre le cas pour que la sanction soit exemplaire. Nous allons aussi examiner la possibilité de l'interdiction de port d'armes dans les débits de boisson pour mettre la population à l'abri des dangers.*

27. Des éléments du CNDP qui étaient dans les rangs du RCD et qui ont par la suite rejoint les FARDC ont repris le système de cachot souterrain (*andak*) jadis utilisées par le RCD.

Nos confrères souffrent des exactions à Numbi, Shanje, Kalungu, Hombo, Nyabibwe,.....

*R/ Le colonel Sancho dément les allégations et propose qu'en telle situation, il faut bien identifier la hiérarchie militaire et déposer sa plainte. Toutes ces actions se recoupent au manque de confiance de*

*civils vis-à-vis des FARDC et invite les populations à faire confiance à leurs autorités et se confier à elles en cas de nécessité.*

28. Il y a beaucoup d'opportunistes civils qui ont profité de l'intégration accélérée pour se faire passer comme militaires alors que hier ils étaient civils. Seront-ils en mesure de faire face aux FDLR ?

*R/ Ils devront normalement passer par plusieurs recyclages et formations avant d'être lancés sur le terrain*

29. Quel rapport direct entre commandement l'opération Kimia II et Groupement de Combat qui sont basés ici ?

*R/ le Groupement de Combat n'est pas en dehors de l'opération Kimia II. Il y avait un problème de logistique mais déjà demain, les militaires du Groupement de Combat vont aller récupérer leur ration militaire à Tchivanga et cela sera régulier. Ils ont été identifiés par le dernier recensement et donc il n'y a pas de problème.*

A l'issue du débat, quelques questions n'ont pas trouvé de réponses. C'est notamment :

- 1. Avez-vous déniché qui finance les FDLR ? En effet, même en prétendant une supériorité numérique et en équipement des FARDC sur eux, on ne sait pas bloquer la source de leur équipement qui semble être le même ou se trouver au sein même des FARDC. Les FDLR portent la même tenue et les mêmes armements et l'on peut conclure qu'ils s'approvisionnent sur les mêmes stocks que vous.*
- 2. Au sujet du rapatriement des réfugiés Congolais, il était prévu dans le cadre des accords de Goma la mise sur pieds d'une commission des chefs coutumiers. Où en est – on alors que le Programme Amani est terminé ?*
- 3. La MONUC avait annoncé la présence des militaires ou des mercenaires rwandais au sein des rangs des CNDP. Comment OPÉRATION KIMIA II s'en occupe-t- il ?*

4. *Pourquoi l'opération Kimia II n'a pas prévu des camps de contingence pour les civils congolais qui se déplaceraient comme la MONUC avait prévu des camps de transit pour les FDLR ?*
5. *Quel est l'effort du gouvernement et de la communauté internationale pour séparer les mercenaires rwandais qui ont combattu aux côtés des CNDP et pourquoi leur identification n'est même pas envisagée ?*
6. *En voulant résoudre les conflits on est entrain d'en créer d'autres ; la problématique de réintégration des réfugiés tutsis congolais vivant au Rwanda et au Burundi qui ne sont pas du reste identifiés alors que leur retour est attendu pour bientôt dans le cadre du programme amani reste encore un questionnement essentiel, quels éclaircissements à ce propos ?*

A l'issue, de ce débat, malgré les questions qui sont restées non répondues, *un mariage* a été conclu entre civils et militaires qui ont promis de se soutenir mutuellement afin de faire régner la paix dans tout le territoire de Kalehe.

Le modérateur a lancé l'étape de la formulation des recommandations en rapport avec l'exposé des délégués (orateurs) de l'opération Kimia II et ainsi les participants ont souhaité que les recommandations ci-dessous soient respectées :

#### **1.2.6. FORMULATION DES RECOMMANDATIONS**

- a. Que le commandement de l'opération Kimia II puisse organiser des visites régulières aux troupes en opérations et garder les contacts avec la population
- b. Faire un plaidoyer auprès des maisons commerciales de communication et des autorités compétentes pour obtenir le désenclavement de Bunyakiri, Kalonge et Numbi par la communication par téléphonie
- c. Dotation des militaires des moyens logistiques nécessaires à la réussite des opérations et favoriser la collaboration des civils avec les militaires
- d. Organiser des journées d'échange entre militaires et civils
- e. Interdire le port d'armes dans les débits de boissons
- f. Que le Commandant brigade participe aux conseils de sécurité locaux et puisse informer notamment de l'évolution de l'opération Kimia II à la population. Le commandant CHICO qui est chargé des opérations sur place à Bunyakiri devrait plus s'approcher de la population car il n'est pas accessible.

- g. Démilitariser les agglomérations
- h. Maintenir une opération du genre opération Kimia II dans le Nord-Kivu pour éviter un retranchement des FDLR dans les régions du Nord - Kivu voisines du Sud -Kivu
- i. Renforcer les mesures de sécurité sur la nationale n°3 et l'éducation civique des militaires y affectés, et uniformiser la langue des troupes en opération
- j. Interdire aux militaires de s'immiscer dans l'administration locale (respect de l'administration locale par les militaires en opération)
- k. Décharger les civils des rations alimentaires comme si la ration envoyée par le commandement ne suffisait plus
- l. Couvrir de manière permanente et efficace les zones identifiées comme dangereuses
- m. Interdire aux militaires d'amener les civils sur la ligne de front
- n. S'assurer que les zones récupérées de l'ennemi sont toujours sous contrôle et ne pas les abandonner immédiatement.
- o. S'assurer du suivi du déploiement des troupes car parfois elles se dérobent de leurs obligations.

Après formulation de ces recommandations et leur lecture à tous les participants par le modérateur, la journée du 16 juillet a pris fin à 16h 50'.

### Troisième journée : Vendredi 17 juillet 2009

La journée a commencée à 8h15 par une prière entonnée par un participant. Le secrétaire exécutif de l'APC a introduit la journée en présentant le reste du travail de l'atelier. Cette journée était essentiellement consacrée à la formulation des dernières recommandations, à la mise en place de la commission mixte de suivi des engagements et à la signature de l'acte d'engagement.

#### 1.3.1. SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS DE L'ATELIER

##### a. Par rapport à l'opération Kimia II

N°	Recommandations	Responsable/Acteurs	Période/Quand ?
01	Visites régulières du commandement militaire aux unités en opération.	Commandant Brigade OPS Kimia II en place	Chaque fois en cas de besoin
02	Mener un plaidoyer auprès des maisons de communication pour l'obtention d'un réseau téléphonique à Kalonge, Bulambika et Numbi	Autorités politiques (délégation du Gouverneur) Députés APC Opérateurs économiques	A partir de maintenant
03	Favoriser le respect mutuel entre civils et militaires	Président du noyau de la société civile, Commandement brigade militaire en place, Administrateur ou son représentant	A partir de maintenant
04	Organiser régulièrement des journées de réflexion avec les militaires (cadre de dialogue, sensibilisation)	Société civile, Administrateur ou son représentant, Chefs coutumiers, APC	Une fois le mois En cas de besoin
05	Interdire le port d'armes dans les débits de boisson	commandant brigade OPS commandant Groupement de Combat	A partir de maintenant
06	Prise en charge des militaires du groupement de combat au même titre que ceux de Kimia II	Commandement 10ème Région Militaire Coordination OPS Kimia II	A partir de maintenant
07	Respect de l'autorité locale par les troupes en opération	Commandant brigade, les différents officiers de la place, autorités locales	Dès maintenant
08	Couvrir les zones dangereuses par les FARDC	commandant brigade commandant secteur	Dès maintenant
09	Poursuivre les opérations sans relâche pour bien atteindre l'objectif	coordination OPS Etat - major Kimya 2 Gouverneur de Province	Dès le début des opérations
10	Conserver les positions récupérées et ne pas les abandonner aux FDLR pour favoriser le retour des déplacés de	Commandant OPS Kimya 2 Sud Kivu Commandant secteur	Dès maintenant

	guerre		
11	Ne pas utiliser des civils sur la ligne de front comme porte-faits	Monuc Coordination Kimya 2, Sud Kivu Chefs locaux	Dès maintenant

### b. Par rapport au Programme Amani

N°	Recommandations	Responsable/Acteurs	Période/Quand ?
01	Assistance aux déplacés de Bunyakiri, Kalonge et Kalehe	Programme Amani Gouvernement	A partir de Juillet 2009
02	Répondre au cahier des charges des groupes armés depuis l'AFDL jusqu'à aujourd'hui	Gouvernement Programme Amani	A partir de maintenant
03	Plaidoyer pour la prise en charge des femmes victimes des violences sexuelles	Programme Amani à travers la STAREC, APC, Société civile	Chaque fois en cas de besoin
04	Faciliter le transport des rations alimentaires sur la ligne de front	MONUC	Dès maintenant
05	Améliorer le cadre d'encadrement des jeunes démobilisés pour leur réinsertion sociale complète.	UEPNDDR PNUD	Dès maintenant
06	Initier le système de récupération des armes entre les mains des civils	Gouvernement provincial, Programme Amani/STAREC	Dès maintenant

### 3. Par rapport à l'analyse de contexte du Territoire de Kalehe présentée par APC

N°	Recommandations	Responsable/Acteurs	Période/Quand ?
01	organisation périodique de rencontre du genre table ronde sur le territoire de Kalehe et améliorer la représentativité communautaire et chefs coutumiers.	APC  Autres intervenants du domaine	Chaque fois en cas de nécessité
02	Multiplier, vulgariser et diffuser le rapport final de cette table ronde pour la bonne information de la population	APC	Dès la production du rapport
03	Sensibiliser les déplacés au retour dans les milieux où la paix est restaurée	Chefs locaux	Au moment opportun

04	Sensibiliser les FDLR à arrêter les exactions et de rentrer chez eux au Rwanda	MONUC	Dès maintenant
05	Interpeller les députés du Territoire de Kalehe sur leurs obligations envers leurs communautés de base.	Chefs coutumiers Sociétés civile	Dès maintenant
06	Former des moniteurs juridiques sur la vulgarisation de la loi foncière, la loi portant organisation du pouvoir coutumier et la loi sur la nationalité.	APC Organisations de la Société civile	Au moment opportun
07	Organiser des manifestations culturelles intercommunautaires	Chefs coutumiers Société civile	Chaque fois en cas de besoin
08	Encourager les mariages intercommunautaires	Responsables des communautés Confessions religieuses et chefs coutumiers	Dès maintenant

En réaction à quelques recommandations lui formulées, la MONUC a informé qu'elle va bientôt installer à Bunyakiri un dépôt des vivres pour les militaires en opération. Elle assurera aussi du transport de ces vivres. Cependant la population devra reconnaître qu'il y a des trajets non accessibles par route et que cet appui de la MONUC n'exclue pas que la population puisse aider à acheminer ces vivres vers les endroits de leur destination. Le colonel Eric a également soutenu que la population puisse aider dans ce sens là étant donné que seuls les militaires ne peuvent pas le faire au risque de voir dépeupler les positions et laisser libre entrée des ennemis. Pour leur part, les participants ont estimé que aider n'est pas du tout mauvais, c'est la forme et la procédure qui est mauvaise car il n'y a pas consultation au préalable des chefs locaux et que les civils porteurs sont victimes des chicottes et sont amenés loin sur des lignes de front. Il a été demandé que désormais cela relève d'une consultation des chefs locaux au préalable.

### 1.3. MISE EN PLACE DE LA COMMISSION MIXTE DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS

Après la synthèse de toutes les recommandations, les participants ont été priés de constituer une commission mixte de suivi des engagements/recommandations issues de la table ronde afin d'en matérialiser les résultats. C'est ainsi que pour y arriver, le modérateur a suggéré que soient définis les critères de désignation.

#### 1.3.1. CRITERES DE DESIGNATION ET MISSION DES MEMBRES DE LA COMMISSION

##### a) Critères de désignation

Le délégué à la commission de suivi devra être :

- crédible
- honnête
- capable de restituer
- accepter le bénévolat
- tolérant
- courageux

b) Mission des membres de la commission

La mission dédiée à la commission mixte est d'*assurer le suivi de la mise en œuvre des engagements/recommandations issues de la table ronde et d'en vulgariser les acquis.*

### **2.3.2. SIGNATURE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT**

Avant la signature de l'acte d'engagement, les personnes suivantes ont été désignées pour faire partie de la commission :

- FARDC : Colonel ERIC
- Société civile/Bunyakiri : M. Roger Mufunyi
- Administration locale :
  - M. Styno Kabumba
  - M. Kwabene Ngomerero (CPA Hombo)
- APC : M. Déo Buuma
- MONUC : M. Sakoul (DDRRR)
- Gouvernement provincial : M. Mapendano BARUNGU PINDO
- Programme Amani : M. Célestin Bamwisho
- ONG Internationales : A pourvoir
- Confessions religieuses : Révérend LUBANGO
- Femmes : Mme Maria MUTONGO
- Etudiant : M. Byayuwa Amuli
- PNC : Capitaine Masumbuko Kipuku
- EPSP : Inspecteur Cimanuka
- Chef coutumier : MM. Muzaliwa Kalolo et Esubalikali Nabagana
- Zone de santé : Joseph Cibalonza
- FEC : MM. Justin MUHIKWA et Emmanuel

La lecture de l'acte d'engagement a été faite par le Secrétaire Exécutif de l'APC et l'acte a été signé par les responsables désignés par leurs pairs. La journée s'est terminée à 14h30 par le mot de clôture du délégué du gouverneur de province.



## CONCLUSION

Ce rapport porte sur la table ronde sur la situation socio-sécuritaire en territoire de Kalehe tenue à Bunyakiri du 15 au 17 Juin 2009. Elle a été organisée par l'asbl Action pour la Paix et la Concorde avec l'appui financier de la Commission Européenne sous la facilitation d'International Alert et l'Institut Vie et Paix.

Cette table ronde est tombée à point nommé étant donné qu'elle a répondu à un besoin et à un cri d'alarme de la population qui voulait tant comprendre ce que c'est l'opération Kimia II et dont les relations avec les militaires avaient déjà été compromises.

La table ronde a fait intervenir le secrétaire permanent du Programme Amani, le T5 et le porte parole de l'opération Kimia II et la MONUC pour essayer de lever l'équivoque sur les rôles des uns et des autres dans l'opération Kimia II. L'APC a présenté le rapport de l'analyse de contexte de Kalehe qui a circonscrit le contexte des conflits de Kalehe et toutes les ramifications qu'ils ont faites sur la sécurité des populations et de leurs biens dans le territoire.

Bien que certaines questions soient restées en suspens appelant souvent une sorte *de réserve et de secret politique* dans le chef des orateurs concernés, l'on a noté un nouveau mariage entre civils et militaires, la signature de l'acte d'engagement des parties prenantes et la mise en place de la commission mixte destinée à faire le suivi de la mise en œuvre des engagements pris et de vulgariser les acquis de la table ronde. Tels ont été les résultats forts de la table ronde qui s'est terminée sur une note de satisfaction et sur un espoir de paix dans le territoire de Kalehe.

### 3. ANNEXES

- Programme de l'atelier
- Listes des participants
- Mot d'ouverture de l'atelier par le délégué du gouverneur de province
- Mot de clôture du délégué du gouverneur de province
- Acte d'engagement des parties prenantes

Fait à BUNYAKIRI/Kitchanga, le 17 juillet 2009

## ACTE D'ENGAGEMENT DES PARTICIPANTS A LA TABLE RONDE POUR LA PAIX ET LA SECURITE EN TERRITOIRE DE KALEHE

Nous, représentants et délégués des couches sociales, autorités politico-militaires, administratives et coutumières, avons participé, trois jours durant (soit du 15 au 17 Juillet 2009), aux assises de la table ronde pour la paix et la sécurité en Territoire de Kalehe organisée par l'asbl ACTION POUR LA PAIX ET LA CONCORDE, APC en sigle à Bunyakiri.

De tous les exposés et débats auxquels nous avons assistés, les recommandations suivantes ont été formulées par tous les participants<sup>1</sup>:

### 1. Par rapport aux opérations Kimia 2

N°	Recommandations	Responsable/Acteurs	Période/Quand ?
01	Visites régulières du commandement militaire aux unités en opération	Commandant Brigade OPS Kimia 2 en place	Chaque fois en cas de besoin
02	Mener un plaidoyer auprès des maisons de communication pour l'obtention d'un réseau téléphonique à Kalonge, Bulambika et Numbi	Autorités politiques (délégation du Gouverneur) Députés APC Opérateurs économiques	A partir de maintenant
03	Favoriser le respect mutuel entre civils et militaires	Président de la Société civile, Commandant brigade en place, Administrateur ou son représentant	A partir de maintenant
04	Organiser régulièrement des journées de réflexion avec les militaires (cadre de dialogue, sensibilisation)	Société civile, Administrateur ou son représentant, chefs coutumiers, APC	Une fois le mois En cas de besoin
05	Interdire le port d'armes dans les débits de boisson	Commandant Brigade OPS Commandant Groupement de combat	A partir de maintenant
06	Prise en charge des militaires du groupement de combat au même titre que ceux de Kimia 2	10 <sup>ème</sup> RM Coordination OPS Kimia 2	A partir de maintenant
07	Respect de l'autorité locale par les troupes en opération	Commandant Brigade, les différents officiers de la place, autorités locales	Dès maintenant

<sup>1</sup> La liste des participants de la Table Ronde est reprise en annexe.

Action pour la Paix et la Concorde, APC asbl  
Juillet 2009

Acte d'engagement des participants à la Table Ronde pour la Paix et la Sécurité en Territoire de Kalehe organisée par l'APC du 15 au 17 Juillet 2009

08	Couvrir les zones dangereuses par les FARDC	Commandant Brigade, Commandant secteur	Dès maintenant
09	Poursuivre les opérations sans relâche pour bien atteindre l'objectif	Coordination OPS, Etat major Kimia 2, Gouverneur de Province	Dès le début des opérations
10	Conserver les positions récupérées et ne pas les abandonner aux FDLR pour favoriser le retour des déplacés de guerre	Commandant OPS Kimia 2 Commandant secteur	Dès maintenant
11	Ne pas utiliser des civils sur des lignes de front comme porte-faits	MONUC, Coordination OPS Kimia 2 Sud Kivu, l'autorité locale	Dès maintenant

2. Par rapport au Programme Amani

N°	Recommandations	Responsable/Acteurs	Période/Quand ?
01	Assistance aux déplacés de Bunyakiri, Kalonge et Kalehe	Programme Amani Gouvernement	A partir de Juillet 2009
02	Répondre au cahier des charges des groupes armés depuis AFDL jusqu'à aujourd'hui	Gouvernement, Programme Amani	A partir de maintenant
03	Plaidoyer pour la prise en charge des femmes victimes des violences sexuelles	Programme Amani à travers la STAREC, APC, Société civile	Chaque fois en cas de besoin
04	Faciliter le transport des rations des militaires sur la ligne de front	MONUC	Dès maintenant
05	Améliorer le cadre d'encadrement des démobilisés pour leur réinsertion sociale complète	UEPNDDR PNUD Programme Amani	Le plutôt que possible
06	Initier le système de récupération des armes entre les mains des civils	Gouvernement provincial, Programme Amani/STAREC	Dès maintenant


  
 Action pour la Paix et la Concorde, APC asbl  
 Juillet 2009

Acte d'engagement des participants à la Table Ronde pour la Paix et la Sécurité en Territoire de Kalehe organisée par l'APC du 15 au 17 Juillet 2009

3. Par rapport à l'analyse de contexte du Territoire de Kalehe présentée par APC

N°	Recommandations	Responsable/Acteurs	Période/Quand ?
01	organisation périodique de rencontre du genre table ronde sur le territoire de Kalehe et améliorer la représentativité communautaire et chefs coutumiers.	APC Autres intervenants du domaine	Chaque fois en cas de nécessité
02	Multiplier, vulgariser et diffuser le rapport final de cette table ronde pour la bonne information de la population	APC	Dès la production du rapport
03	Sensibiliser les déplacés au retour dans les milieux où la paix est restaurée	Chefs locaux	Au moment opportun
04	Sensibiliser les FDLR à arrêter les exactions et de rentrer chez - eux au Rwanda	MONUC	Dès maintenant
05	Interpeller les députés du Territoire de Kalehe sur leurs obligations envers leurs communautés de base.	Chefs coutumiers Sociétés civile	Dès maintenant
06	Former des moniteurs juridiques sur la vulgarisation de la loi foncière, la loi portant organisation du pouvoir coutumier et la loi sur la nationalité.	APC Organisations de la Société civile	Au moment opportun
07	Organiser des manifestations culturelles intercommunautaires	Chefs coutumiers Société civile	Chaque fois en cas de besoin
08	Encourager les mariages intercommunautaires	Responsables des communautés Confessions religieuses et chefs coutumiers	Dès maintenant


  
 Action pour la Paix et la Concorde, APC asbl  
 Juillet 2009



Acte d'engagement des participants à la Table Ronde pour la Paix et la Sécurité en Territoire de Kalehe organisée par l'APC du 15 au 17 Juillet 2009

Dès lors, nous nous engageons, par la signature du présent document, à créer une commission mixte de suivi des recommandations susmentionnées et à en devenir membres. Cette commission sera chargée de veiller à la concrétisation des recommandations en vue de contribuer au renforcement de la paix et de la sécurité en Territoire de Kalehe. Le mode de fonctionnement de ladite commission sera défini par ses membres lors de sa première réunion.

Fait à Bunyakiri, le 17 Juillet 2009

N°	Nom et Postnom	Fonction	Signature
01	BIRIDANA ERIC	comde 3 <sup>1er</sup> Bde	
02	Roger MUFUNYI	président	
03	Slyho KAMUSA SARRO	Secad/Paste B'varo	
04	M. Bwima	Secrétaire Exécutif	
05	BUNYIGA - SAKOSI	Représentant Mairie Bunyakiri	
06	Ferdinand	Membre du N.E./Conseil	
07	Célestin BAWISHO	Sec. Permanent	
08	Jhaddé NYAYURA AMUJI	EP. coll. étudiants	
09	Leobong MURUNDA	Réporteur	
11	MARIA MUTONGO	Représentante de femmes	
12	MASUNAKO KIPUKESHE	Commandant COAT PACE NIKIRI	
13	ROBERT CHIMAHUKA	INSPECTEUR/EPIS	
14	ESUBALIKAM NABAGANA	CHEF COUVERTEUR	
15	Joseph CHABAGANZA	Sec/20	
16	JISITE MUKWA	FIC	
17	EMMANUEL BAGULA	FIC HIS	
18	KWABENE NGORERERO	Chef de Poste Hango	

Action pour la Paix et la Concorde, APC asbl  
 Juillet 2009